



# ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

## Politique et réglementation

Question écrite n° 14977

### Texte de la question

M Joseph Vidal attire l'attention de M le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux, sur le manque de souplesse des dispositions en vigueur réglementant les transports routiers auxquelles sont soumises les entreprises artisanales du bâtiment utilisatrices de véhicules lourds (plus de 3,5 tonnes de poids total autorisé en charge). En effet, les entreprises n'utilisant ce type de véhicule que pour le transport des marchandises destinées à approvisionner leurs chantiers, il s'agit donc de déplacements de faibles durées sur de courtes distances ne pouvant s'assimiler aux activités de conducteur routier. Or ces entreprises connaissent la même réglementation contraignante que les entreprises de transports routiers (livret individuel, contrôle, affiche horaire, chronotachygraphe). Des règlements communautaires ont prévu la possibilité pour chaque Etat membre de déroger à certaines dispositions pour des catégories de véhicules limitativement énumérées dont « les véhicules transportant du matériel ou de l'équipement à utiliser dans l'exercice du métier de leur constructeur dans un rayon de 50 kilomètres autour de leur point d'attache habituel, à condition que la conduite du véhicule ne représente pas l'activité principale du conducteur et que la dérogation ne porte pas gravement atteinte aux objectifs poursuivis par le présent règlement ». Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin de supprimer certaines contraintes et d'alléger pour les entreprises du bâtiment le dispositif de la réglementation actuellement en vigueur.

### Texte de la réponse

Reponse. - L'article 3 du règlement CEE no 3821/85 du 20 décembre 1985 permet à chaque Etat membre de dispenser d'appareil de contrôle les véhicules visés à l'article 13, paragraphe 1, du règlement CEE no 3820/85 et notamment « les véhicules transportant du matériel ou de l'équipement à utiliser dans l'exercice du métier de leur conducteur, dans un rayon de cinquante kilomètres autour de leur point d'attache habituel, à condition que la conduite du véhicule ne représente pas l'activité principale du conducteur ». Le Gouvernement n'avait effectivement pas pris, à ce jour, de dispositions en ce sens mais va saisir incessamment le Conseil national des transports de cette question. C'est en fonction de l'avis que le Conseil rendra qu'une décision sera prise, ceci bien entendu dans un souci scrupuleux du respect des objectifs de la réglementation, à savoir l'harmonisation des conditions de concurrence, l'amélioration des conditions de travail des conducteurs routiers et de la sécurité de la circulation routière. Après avoir examiné la situation particulière des artisans du bâtiment et des travaux publics, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux, estime que des avancées sont possibles sur ce dossier à la condition que le régime dérogatoire qui sera instauré soit suffisamment simple et précis pour éviter que cette procédure, qui doit être spécifique au transport occasionnel lié à l'acte de construire des artisans, ne soit abusivement employée. Dans ce cas, en effet, l'esprit qui a présidé à l'instauration de ce règlement destiné à protéger le conducteur et les autres usagers de la route ne serait plus respecté.

### Données clés

Auteur : [M. Vidal Joseph](#)

**Circonscription** : - Socialiste

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 14977

**Rubrique** : Transports routiers

**Ministère interrogé** : transports routiers et fluviaux

**Ministère attributaire** : transports routiers et fluviaux

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 26 juin 1989, page 2896